



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 10/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Décharge d'Auros**

1 PL DE LA MAIRIE  
33124 Auros

Références : 25-140  
Code AIOT : 0003104861

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement Décharge d'Auros implanté Site de Monco 33124 Auros. L'inspection a été annoncée le 21/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Décharge d'Auros
- Site de Monco 33124 Auros
- Code AIOT : 0003104861
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La commune d'AUROS a utilisé le site du *Monco* pour y déposer les ordures ménagères des habitants durant les années 70-80. Sa remise en état avait fait l'objet d'un recouvrement par de la terre végétale et la mise en place d'une aire de pic-nic. Le site, d'une superficie de 1 700 m<sup>2</sup> est longé par un sentier botanique permettant d'observer des orchidées d'intérêt.

En 2019, un affaissement du massif de déchet a conduit un propriétaire voisin à constater la présence de déchets sur son terrain. Une plainte a été déposée.

Dans ce contexte, et compte-tenu que les activités de stockage de déchets relèvent de la réglementation des installations classées, un arrêté préfectoral a été pris pour demander à la Mairie de définir la zone historique de stockage des déchets et d'établir un diagnostic des sols et des enjeux, afin de proposer des mesures de gestion.

Par courrier de février 2024, la Mairie a informé l'inspection des installations classées de la fin des travaux et demande l'institution de servitudes d'utilité publique (SUP). La visite d'inspection vise à vérifier l'état du site et à recueillir l'ensemble des justificatifs permettant d'apprécier la nature et la suffisance des travaux réalisés.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Travaux de réhabilitation	Autre du 01/11/2023	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Diagnostic et interprétation de l'état des milieux	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3 et 4	Sans objet
2	Mesures de gestion	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux ont été menés à leur terme et répondent aux objectifs de maîtrise des sources de pollution et voies de transfert.

Dans la configuration actuelle, en tant qu'aire de loisir ponctuel, aucun enjeu sanitaire n'est retenu. Sous réserve de la transmission des derniers justificatifs, il reste à établir une servitude pour garder la mémoire de la présence des déchets et interdire des usages sensibles (verger, potager, habitations...), ce qui fera l'objet d'un rapport ultérieur.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Diagnostic et interprétation de l'état des milieux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3 et 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Investigations de terrains
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Synthèse des prescriptions :</u> L'exploitant procède à des sondages et prélèvements de sols, d'eaux souterraines et superficielles. Selon les résultats des diagnostics, l'exploitant met en œuvre une démarche d'interprétation de l'état des milieux. L'exploitant est tenu de construire un schéma conceptuel.
<b>Constats :</b>  Par courrier du 20/02/2019, la Mairie d'Auros a porté à la connaissance de l'Inspection des installations classées le diagnostic réalisé par AMDE entre le 25/11 et 3/12/2019. Ce diagnostic a fait l'objet d'un examen qui a donné lieu à une demande de compléments à laquelle la Mairie a répondu par un diagnostic complété : <ul style="list-style-type: none"><li>• en avril 2020, pour prendre en compte les HAP et métaux dans le calcul d'EQRS (risque sanitaire),</li><li>• puis, en décembre 2020, pour prendre en compte des investigations complémentaires à partir de nouveaux sondages.</li></ul> L'étude a permis de définir le périmètre concerné par la décharge, de noter l'absence d'ouvrage sensible captant les eaux souterraines en aval du site, la présence d'espaces naturels protégés à l'aval (au niveau du ruisseau <i>la Beuve</i> ), l'absence d'eaux souterraines à au moins -10 m au droit des déchets, de constater par analyses, des impacts en métaux et ponctuellement en HAP et que les eaux superficielles ne sont pas impactées. Ces éléments ont permis de conclure à l'absence de risque sanitaire pour un usage récréatif avec les scénarios inhalation de poussières et ingestion de sol. Le schéma conceptuel a été établi avec le tableau des voies de transfert afin d'illustrer l'absence d'enjeu environnemental et sanitaire. La méthode de diagnostic a été respectée et les conclusions n'appellent pas de remarque supplémentaire de la part de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mesures de gestion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre
<b>Prescription contrôlée :</b>  À partir du schéma conceptuel visé à l'article 4.2, l'exploitant doit proposer les mesures de gestion qu'il mettra en œuvre, en tenant compte de celles déjà réalisées (recouvrement des déchets par de la terre végétale, réhabilitation en aire de pique-nique arborée) pour : <ul style="list-style-type: none"><li>• assurer la mise en sécurité du site ;</li></ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• en premier lieu, supprimer les sources de pollution sur la base d'un bilan « coûts-avantages » décrivant les possibilités techniques et économiques correspondantes en y associant éventuellement des critères sociaux, sanitaires et environnementaux ;</li> <li>• en second lieu, désactiver ou maîtriser les voies de transfert dans la même approche ;</li> <li>• au-delà de ces premières mesures, gérer le site dans l'objectif de le rendre compatible avec son usage (ou son « usage futur ») pour la conservation de la mémoire et la restriction d'usage ;</li> <li>• contrôler et suivre l'efficacité des mesures de gestion, notamment par la surveillance périodique des eaux souterraines.</li> </ul> <p>Un second schéma conceptuel, tenant compte de ces mesures de gestion, devra être établi par l'exploitant.</p>
---

<p><b>Constats :</b></p> <p>Malgré l'absence de risques sanitaires pour les scénarios identifiés, le diagnostic a mis en évidence qu'une partie des déchets de types « ordures ménagères » a débordé sur la parcelle voisine (WI 38). Ce constat a conduit la Mairie à proposer des actions correctives et à proposer un recouvrement sain pour toute la zone de l'ancienne décharge pour limiter les risques de contact direct.</p> <p>Ainsi, la Mairie a présenté un plan de gestion en mars 2021 qui a étudié les solutions de retrait/évacuation des déchets vers un centre de stockage ou un confinement sur place. Après analyses des coûts environnementaux et financiers et compte tenu de l'absence d'enjeu environnemental, le confinement sur place a été retenu.</p> <p>En parallèle, suite à plainte, le tribunal administratif de Bordeaux a condamné la Mairie d'Auros en septembre 2022 à la réalisation de travaux permettant le retrait des déchets de la parcelle voisine. Une note spécifique précisant les opérations de travaux a été transmise le 14/11/2022. En réponse, il a été rappelé que les travaux devaient concerner l'ensemble du périmètre de la décharge. Les travaux ont été réalisés au printemps 2023 (cf. fiche de constat suivante).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Travaux de réhabilitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/11/2023</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures de gestion (PG)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Mesures de gestion définies par la plan de gestion 2021 :</p> <p>Un recouvrement de surface devra être assuré :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit par la mise en place de dalle béton ou d'enrobé ;</li> <li>- soit par la mise en place d'un géotextile surmonté de remblais sains (ou de terre végétale) ;</li> <li>- soit par tout autre dispositif d'efficacité équivalente.</li> </ul> <p>Mesures de gestion fixées par le tribunal administratif de Bordeaux en 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- retrait des déchets de la parcelle WI38,</li> <li>- habillage du talus d'argile,</li> <li>- mise en place de sujétions de gestion des eaux de ruissellement et d'infiltration sur la décharge.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p>

L'inspection a été l'occasion pour l'exploitant de présenter les travaux réalisés en avril 2023 par l'entreprise BUESA sous la maîtrise d'œuvre du bureau d'études AMDE.

Ainsi, les déchets enfouis sur la parcelle WI38 ont été excavés et confinés sur la parcelle communale WI95. La base du massif de déchets a fait l'objet d'un enrochement et l'ensemble de la décharge a été reprofilée et recouverte par 40 cm d'argiles et 20 cm de terres végétales.

L'argile a donc été choisie comme barrière physique aux écoulements verticaux et horizontaux issus des eaux pluviales, évitant ainsi le transfert entre déchets et sous-sol et/ou ruisseau.

L'exploitant a remis les comptes-rendus de travaux et le document de réception provisoire du chantier datée du 27/04/2023. **Le rapport de récolement complet reste à transmettre.**

L'exploitant a également été interrogé sur la nature, les volumes et l'origine des argiles et terres végétales utilisées en recouvrement. **Les justificatifs sont à transmettre.**

Le contrôle de terrain a permis de constater la mise en sécurité du site dont l'accès est limité par des barrières. Le site est propre sans déchet apparent avec un terrassement et des pentes stabilisés, sans effet piscine. L'enrochement est en place. Le terrain est correctement engazonné. En revanche, un affaissement a été observé au niveau de la sortie du collecteur des eaux en provenance du lavoir vers le ruisseau. **Une reprise des travaux a été réalisée. Les justificatifs de travaux (facture et travaux) sont à transmettre.**

Compte tenu des travaux, il n'y a plus de transfert possible entre les déchets et les milieux, et l'usage récréatif pris comme référence pour l'appréciation du risque sanitaire n'est pas remis en cause. Ainsi, la Mairie n'a pas prévu de suivi environnemental complémentaire. Elle s'engage en revanche à garder la mémoire du site et à vérifier régulièrement l'état de la couche de couverture. Elle a transmis un dossier pour demander l'institution de servitudes d'utilité publique en ce sens. **Sous réserve des compléments demandés ci-avant, le dossier est jugé recevable. Son examen et le projet de SUP font l'objet d'un rapport différent du présent rapport et qui sera transmis ultérieurement, à réception des compléments demandés.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant la transmission des justificatifs sus-visés sous un délai d'1 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois